

Le terme « Résilience », aujourd'hui à la mode, constitue un antidote positif à la connotation négative de « vulnérabilité ». Il prend sa source dans le potentiel et les capacités propres à chaque population. Cependant, la résilience reste un concept controversé, dont chacun semble avoir une définition différente, et qui, à défaut d'éclairer, risque de générer plus de confusion. Par ailleurs, si renforcer la capacité des populations à résister aux chocs reste l'objectif commun d'acteurs travaillant dans différents secteurs d'intervention, permet-il de mieux travailler ensemble ou se coordonner ? Au lieu de considérer que le changement climatique, les catastrophes naturelles et la pauvreté sont des problèmes indépendants, l'articulation et l'intégration de ces trois domaines peut, en théorie, contribuer à relever les défis liés au risque et au changement, ayant un impact direct sur la vie et le travail des populations locales. Mais jusqu'où peut-on aller dans l'intégration ? Quelles en sont les opportunités et les risques ? Serait-elle un moyen de renforcer cette résilience ? Quelle résonance ont ces concepts au niveau local, dès lors que chaque population semble appréhender de manière spécifique ce qui se cache derrière chacune de nos étiquettes ?

Ces dernières années, le monde a été le théâtre de plus en plus de catastrophes, conséquence directe de toutes sortes d'événements climatiques extrêmes, que ce soit de violents ouragans, des inondations à grande échelle, ou des sécheresses dévastatrices à répétition. Le changement climatique pourrait bien faire augmenter la magnitude de ces catastrophes, les rendre plus fréquentes, et aggraver leurs conséquences. Dans beaucoup de régions, plus la population est pauvre, plus elle est touchée par ces événements : taudis peuplant la « ceinture des typhons » en Asie, populations pastorales désemparées, passagers en transit, etc. De la même manière, ces destructions à grande échelle ont été causées par des phénomènes tectoniques affectant des zones urbaines densément peuplées (planifiées ou non), et où l'établissement de normes et de codes de construction a été le dernier des soucis des autorités nationales et locales. Mais en marge de ces catastrophes, une grande variété d'incidents pose des défis considérables qui perturbent la vie quotidienne, en particulier celle de ceux qui possèdent peu de ressources et d'alternatives sur lesquelles compter.

Dans un tel contexte, regrouper la prévention des catastrophes naturelles (*Disaster Risk Reduction-DRR*), les stratégies d'adaptation au changement climatique (*Climate Change Adaptation-CCA*) et la réduction de la pauvreté (*Poverty Reduction-PR*) sous un même chapeau semble être un choix opportun, puisque cette initiative s'oppose à une pratique fragmentée, basée sur des missions ponctuelles. Au lieu de considérer que le changement climatique, les catastrophes naturelles et la pauvreté sont des problèmes indépendants, la prise en compte de ces trois domaines peut en théorie contribuer à relever les défis liés au risque et au changement, ayant un impact direct sur la vie et le travail des populations locales.

Cependant, l'intégration est un concept à la mode dont les exemples de mise en œuvre émergent tout juste avec, entre autre, le *Climate-Smart Disaster Risk Management* (community.eldis.org/scr), ou l'incorporation de l'adaptation, de la mitigation et du développement durable (Southampton). L'IRC International *Water & Sanitation Center* a récemment intitulé l'un de ses rapports « S'adapter [...] au changement climatique et autres sources de risques ».

Ces approches ne rencontrent pas toutes le même succès. Par exemple, la récente tentative de l'IPCC (*Intergovernmental Panel on Climate Change*) pour intégrer le changement climatique et les catastrophes naturelles dans leur rapport de 2010, bien que recommandable, demeure figée à un niveau systémique, très largement analysé sous l'hypothèse de la rationalité économique. Pourtant, il se passe bien quelque chose : la littérature traitant de l'intégration est de plus en plus abondante, et est vouée à avoir un impact sur la façon dont l'aide est programmée et les organisations sont conçues. Est-ce une bonne idée ? Jusqu'où avons-nous besoin de la faire progresser ?

Explorer les synergies potentielles entre adaptation au changement climatique, prévention des catastrophes naturelles et réduction de la pauvreté

Le consortium RESILIENCE (financé par Europaïd) s'est formé en 2010 afin d'explorer l'idée de développer des synergies potentielles entre ces concepts, d'analyser les disjonctions institutionnelles qui entravent ces synergies, et pour finir, d'identifier les possibilités de développer des politiques au niveau européen. Composé d'une organisation non gouvernementale en lien avec différents réseaux internationaux (CARE Nederland), d'un institut universitaire (le centre d'étude des catastrophes naturelles de Wageningen University) et d'un centre

de recherche et d'évaluation opérationnel (Groupe URD), le consortium RESILIENCE a exploré les différentes facettes de ces questions, leur intégration potentielle et les prérequis institutionnels pour les faire fonctionner.

Si l'on en croit nos expériences, cela est loin d'être évident : les opportunités et les risques sont multiples, et même si l'idée d'intégrer ces trois domaines semble alléchante, il existe des inconvénients. Lors du démarrage du projet RESILIENCE en 2010, l'idée d'intégrer ces trois champs était novatrice, et elle reste aujourd'hui encore en marge des courants de pensée traditionnels. Nos trois études sur le terrain (menées en Indonésie, Bolivie et Éthiopie) et les différents ateliers organisés dans ces pays et à Bruxelles ont permis de tirer des leçons des réussites et des échecs dans l'intégration de ces trois domaines.

Diagnostic : les raisons derrière un tel besoin d'intégration

Le compartimentage est un état d'esprit : ce processus permet d'isoler les concepts au lieu de les mettre en relation les uns avec les autres (Kemp, 2004). Cette organisation est typique des bureaucraties mécanistes, dont la logique de catégorisation les amène à fonctionner avec des « boîtes » (Mintzberg, 1983). Les agences nationales et européennes travaillent de cette manière, mais c'est aussi le cas de certaines ONG et grandes entreprises. Une foule d'organisations ont adopté cette logique afin d'avoir accès à des fonds et d'organiser leur système de responsabilisation ; c'est une manière d'obtenir des financements. Par conséquent, les chargés de projet sont facilement tentés de faire plaisir aux bailleurs plutôt que de se tourner vers la base et de créer des liens avec les réalités du terrain. Bien entendu, les gens travaillant dans ces fameuses « bureaucraties » ne sont pas étrangers aux problèmes posés par le compartimentage. Eux aussi doivent faire preuve de plus en plus de résilience (!) : les donateurs et ONG vont devoir s'adapter à un climat politique changeant (CCA) ; ils sont eux mêmes à la merci des restrictions budgétaires (PR) ; et doivent affronter le déclin de leur soutien populaire et de leur base financière pour des projets humanitaires, tout en évitant d'entreprendre des projets qui créent plus de mal que de bien (DRR).

Pourtant, il est vital qu'une mutation conceptuelle s'opère, car dans la pratique, la réalité du terrain s'avère relever d'un système davantage intégré et holistique. Au niveau opérationnel, être partisan de la séparation des domaines mène à des contradictions contreproductives et des efforts vains (Gero et al., 2011).

Ainsi, envoyer plusieurs équipes sur le terrain pour travailler sur l'un des trois domaines de manière indépendante, sans lien les unes avec les autres est : a) très déroutant pour les communautés locales qui vivent dans un environnement multi-risques et sont de ce fait affectées par différents chocs en même temps, b) peu productif pour les organisations qui décuplent leurs efforts en travaillant dans la même zone, pour atteindre le même objectif, mais dont les contextes conceptuels, les approches et sources de financement diffèrent, c) certains problèmes sont occultés : alors que le changement climatique se pose de plus en plus comme un fait indéniable (le débat se situe à présent davantage sur le lien entre activité humaine et changement climatique), le lien de causalité entre la multiplication des événements, la vulnérabilité croissante de nombre d'agro-écosystèmes, la résilience dégradée de beaucoup de contextes urbains et la pauvreté, est vu par beaucoup

comme une hypothèse crédible alors que d'autres estiment manquer de preuves pour pouvoir cautionner cette idée.

De plus, cette division peut paraître artificielle quand on se penche sur le type de réponse apportée. Un projet comme la construction d'un réservoir d'eau ou d'un bassin peut être financé sous chacune des trois appellations : en tant qu'adaptation au changement climatique (stockage en vue d'une

pénurie future), en tant que prévention des catastrophes naturelles (contrer les effets de la sécheresse) et en tant que stratégie de réduction de la pauvreté (pour les productions agricoles irriguées par réservoir). Cet exemple illustre bien la flexibilité du discours et la fongibilité de ces trois concepts dans les discours, qui, pourtant en tant que secteurs d'élaboration de politiques, restent très distincts l'un de l'autre.

Ce glissement sémantique est d'autant plus significatif si nous cessons d'essayer de faire ce que nous pensons que les donateurs et décideurs politiques veulent, et nous concentrons plutôt sur les destina-



© C. Raillon

Focus-Group de femmes affectées par une catastrophe, Bangladesh, 2010

taires premiers des projets humanitaires. Une littérature de plus en plus abondante (e.g Van Aalst 2006, O'Brien et al. 2004, Gero 2011) commence à aborder l'intégration du changement climatique et de la prévention des catastrophes naturelles à des niveaux politiques et/ou opérationnels : stratégies d'adaptation au changement climatique au niveau communautaire ou solutions intelligentes sur le plan environnemental pour la réduction des catastrophes naturelles. Une nouvelle tendance s'observe au sein de cette littérature. Il s'agit de faire le lien entre l'assistance en cas de catastrophe et la réhabilitation pour le développement, ainsi qu'entre le changement climatique et le développement. Dans des entrevues menées entre novembre 2011 et février 2012, des praticiens de ces trois domaines (prévention des catastrophes naturelles, adaptation aux changements climatiques et réduction de la pauvreté) nous ont confié que selon eux, « il ne suffit pas de fournir des prévisions météorologiques et de construire des abris anticycloniques. Nous devons prendre en compte la subsistance des populations ». « Si l'accès à l'eau propre et potable n'est pas garanti, les populations sont trop malades pour pouvoir s'organiser [...] contre les dangers ».



© C. Raillon Éleveurs de bovins face aux conditions climatiques extrêmes, Région de Borona, Éthiopie, 2011

Tout en préconisant une percée conceptuelle (basée sur nos expériences sur le terrain dans le cadre du projet RESILIENCE), nous nous battons pour une déségrégation radicale de ces domaines. La littérature susmentionnée sous-entend que populations locales et travailleurs humanitaires partagent la même expérience et la même vision du changement climatique et des catastrophes naturelles. Or, nous nous sommes rendu compte que les populations éthiopiennes sont bien plus sensibles aux problèmes climatiques que les populations indonésiennes, alors qu'en Bolivie, les habitants ne considèrent pas forcément les inondations comme étant des « catastrophes naturelles » (en particulier si elles sont fréquentes). Il est en effet possible que la cosmologie de certains groupes de populations ne fasse pas toujours une distinction entre la nature et la culture, entre les sources internes et externes de

risques. C'est pourquoi les interventions planifiées n'ont pas toujours l'impact espéré sur les bénéficiaires concernés. En discutant avec divers acteurs locaux et en s'efforçant de placer les bénéficiaires de ces projets sur le devant de la scène, nous sommes vite obligés de nous concentrer sur ces catégories que l'on tenait pour acquises. Les praticiens de l'aide et les donateurs ont vite fait d'assigner des étiquettes comme « vulnérabilité », « catastrophes », « changement climatique », « résilience », mais ces concepts peuvent avoir un tout autre sens au niveau local, où ils trouvent peu de résonance. Avant qu'un projet soit mis en place et financé, il est essentiel que ce genre de conversations ait lieu.

Ces remarques sont d'autant plus pertinentes que, comme cela a été souligné lors du workshop organisé par le consortium en novembre 2011 à Bruxelles, il est crucial d'investir des fonds destinés à la gestion de crises au préalable, avant que les crises ne se déroulent, sous peine de se retrouver à remplir de la paperasse en plein milieu d'une urgence. Pour ce faire, non seulement un dialogue continu avec les communautés en danger est nécessaire, mais les donateurs doivent aussi être disposés à prendre des risques. Ce processus permet de mettre en lumière le décalage persistant entre le secteur de l'humanitaire et les donateurs d'aide au développement, qui doivent surmonter obstacles institutionnels, revendications historiques ainsi que leur long passif d'histoire commune.

Les modalités de l'intégration : entre inconvénients et remèdes

Même si le potentiel pour créer des synergies est important, l'expérience nous montre que des inconvénients existent.

L'une des grandes problématiques est l'intégration en elle-même. « Intégration » est ici le mot clé, présent dans de nombreux concepts populaires comme la Gestion Intégrée de l'Eau (Mitchell, 1989), la Gestion Intégrée des Crues (ADFC), la Gestion Intégrée du Risque (Fester, 2006), la Gestion Intégrée des Catastrophes (Sabhok, 2009), ou les Approches Intégrées de l'Adaptation (Fischhendker and Heikkala, 2010). C'est intuitivement logique, puisqu'une approche sectorielle crée de l'inefficacité et des conflits. Tandis que les spécialistes des désastres se concentrent sur le « ici et maintenant », sur les événements présents, les experts climatiques tendent à avoir une vue d'ensemble, sur le long terme et à une échelle systémique. La réduction de la pauvreté permet quant à elle de se concentrer sur le niveau communautaire.

Des entrevues réalisées dans le cadre du projet avec des praticiens hollandais et internationaux provenant de diverses organisations (spécialistes de l'aide

humanitaire, du changement climatique, etc.) ont permis de mettre en avant deux inquiétudes majeures en rapport avec le processus d'intégration:

- Le risque de se disperser et de créer du flou, un « mic mac » informe.
- La nature exclusive de cette approche. En intégrant différents domaines les uns avec les autres, on prend le risque de nier la spécificité de chaque domaine. Mettre en avant certaines relations signifie en reléguer d'autres au second plan. En se concentrant uniquement sur les points communs, il se peut que des préoccupations premières comme le développement durable soient laissées de côté. Une approche en termes d'écosystème peut même constituer la base de stratégies d'adaptation au changement climatique, de prévention des catastrophes naturelles et de réduction de la pauvreté. Il a été souligné que les domaines identifiés pour effectuer cette intégration sont eux mêmes incomplets : l'adaptation précède la mitigation ; intégrer le climat et les catastrophes oblige à mettre de côté des événements qui ne sont pas liés à la météorologie comme des tremblements de terre ou des volcans, alors que les stratégies de réduction de la pauvreté se concentrent essentiellement dans des zones n'étant pas concernées par des changements climatiques désastreux.

Ces entretiens ont également permis de mettre en avant les difficultés pratiques de l'intégration. L'un des problèmes pratiques réside dans le fait qu'au lieu de faciliter le franchissement de ces barrières, beaucoup de choses les entravent (procédures relatives aux donations, chevaux de bataille des spécialistes du secteur, les habitudes des ONG, et même certains paradigmes scientifiques). François Molle (2008) utilise le terme de «concept nirvana», c'est à dire imaginer que tous les différents objectifs regroupés sous cette appellation peuvent être maximisés en même temps, alors qu'en réalité, il faudra toujours faire des compromis, et, dans le meilleur des cas, on ne pourra atteindre qu'un équilibre pragmatique. De tels concepts sont élastiques et amorphes (Biswas, 2004), une sorte de melting-pot dans lequel chacun peut placer ses idées et ses espoirs.



© C. Raillon

Région de Borona,
Éthiopie 2011

Il est ainsi préférable de viser des objectifs plus facilement atteignables, comme par exemple l'«*integration-light* » (Butterworth et al. 2010). Au lieu d'essayer d'atteindre l'inatteignable (c'est à dire l'intégration complète), l'*integration-light* accepte des modalités partielles là où les synergies semblent évidentes. Sans pour autant obliger tout le monde à «travailler en bureaux *open-space*», on peut créer des passerelles entre les départements au sein des agences d'aide humanitaire et des ONG. Autrement dit, il y a besoin de traducteurs opérant entre les différents dialectes du projet, entre les diverses échelles spatiales et temporelles, sans que tout le monde ait besoin d'utiliser tout le temps le même discours officiel.

C'est dans ce contexte qu'interviennent ceux que l'on appelle « passeurs de frontières », qui viennent exercer leur esprit d'entreprise (Williams, 2002, Bressers et Lugofs, 2010). Positionnés à des niveaux intermédiaires, en périphérie de leur branche, ils peuvent avoir des interactions régulières avec leurs homologues travaillant dans d'autres branches ainsi qu'au sein même de la société, développant ainsi une certaine intuition pour les choses se déroulant à l'extérieur, pressentant les possibilités de collaboration et anticipant les obstacles à une éventuelle coopération. Ils prennent cependant le risque de trop étendre leur mandat et de perdre de leur soutien interne s'ils s'aventurent trop loin de leur zone de confort (Warner, 2010 ; 2012).

Admettre l'existence de différences n'est donc pas une mauvaise chose. Aussi contradictoire que cela puisse paraître, l'intégration peut fonctionner par la mise en œuvre d'un compartimentage (Warner, 2011), à condition de bien mettre l'accent sur les éléments qui constituent cet ensemble et de veiller à ne pas les atténuer. La meilleure façon de considérer l'intégration est de la comparer à un met thaïlandais. Il ne s'agit pas de mélanger les saveurs essentielles (sucré, acide, amer, salé...) dans une marmite afin d'obtenir une saveur générique, mais plutôt de pouvoir les distinguer les unes des autres. À l'intérieur de la mixture, ces saveurs ne perdent rien de leurs identités et de leurs forces et peuvent créer de délicieux résultats synergiques. Ce processus s'oppose à une cuisine différente (Chinoise par exemple?), dans laquelle toutes les saveurs originales ne font plus qu'une². Il est ainsi plus facile de contrôler et d'évaluer ce qu'il reste à améliorer parmi les éléments constitutifs.

La participation de multiples acteurs locaux peut sembler être le moyen le plus évident pour parvenir à une intégration entre les différentes organisations. En effet, elle permet de mettre en avant un large éventail d'intérêts, de perspectives et de capacités différentes, et favorise également l'apprentissage social. Pourtant, Green et Penning-Rowsell (1999) ont avancé des arguments plausibles selon lesquels l'intégration et la participation ne suivent pas la

même direction. Alors que l'intégration nécessite une vision d'ensemble, synoptique, la participation a tendance à se concevoir de façon plus étroite et patriarcale. Un mécanisme de coordination capable de réunir dans un même ensemble la grande variété de voix et de perspectives est nécessaire pour réussir l'intégration. Réunir différents groupes tout en ignorant les différences de pouvoir et de connaissances qui existent (entre les élites et le peuple, les riches et les pauvres, les hommes et les femmes...) peut entraîner un risque de cooptation d'acteurs locaux dans des projets qui avantagent ceux qui ont déjà du pouvoir entre leurs mains.

L'intégration requiert par conséquent coordination, médiation et facilitation sous une forme ou une autre. Lors des différents workshops (ayant eu lieu en 2011 en Indonésie, Bolivie, Éthiopie et à Bruxelles) réunissant divers acteurs, le constat récurrent fut celui d'un manque de coordination, que ce soit au sein des agences et des différents secteurs, entre les ONG, entre des communautés voisines, ou encore entre les hauts fonctionnaires et les divisions inférieures des gouvernements. Le désir de voir se mettre en place une meilleure coordination était clairement au cœur de toutes les préoccupations. Mais étant donné la nature du système de financement actuel (entièrement axé sur la réalisation de projets), il paraît peu probable, sur le long terme, de voir apparaître spontanément des acteurs de premier plan. Il est impossible de planifier des actions coordonnées en avance, mais cette coordination est pourtant la conséquence directe d'actions centralisées et décentralisées, ainsi que des luttes et des collaborations (voir aussi Kooiman, 1993). Le résultat ne sera pas nécessairement durable et équitable ; les tentatives pour influencer (et non contrôler) les barrières et connections institutionnelles ont leurs limites. Pourtant, il est toujours pertinent de s'interroger, et de faciliter la communication afin d'arriver à une meilleure coordination.

Les opportunités opérationnelles mentionnées durant les interviews se concentrent sur ce concept transversal qu'est le risque. La solution serait peut être de dé-marginaliser la sensibilisation aux risques dans le cadre des projets de développement, inclure son contrôle, son évaluation et une cartographie participative des risques afin d'obtenir une vision complète du « paysage des risques » (Heijmans, 2012) auquel les populations sont confrontées, et ce sur différentes échelles de temps. Chacun des trois domaines possède une dimension temporelle différente : alors que la prévention des catastrophes naturelles nécessite d'examiner le passé pour ne pas répéter les mêmes erreurs, les stratégies d'adaptation au changement climatique seront basées sur comment éviter un hypothétique futur « scénario catastrophe ». Ces échelles temporelles ne s'inscrivent pas nécessairement dans le cadre cognitif des individus, que ce soit du côté des donateurs ou de

celui des bénéficiaires. Il est essentiel d'élargir l'horizon temporel tout en ancrant les activités orientées vers le futur avec le temps présent. Même si l'information reste incertaine, les simulations de scénarios vont probablement augmenter la flexibilité des programmes et la préparation des populations. Cela concerne la gestion des incertitudes, face auxquelles les populations locales, les équipes opérationnelles et les donateurs ne sont pas toujours bien armés, notamment ces derniers qui exigent prévisibilité et redevabilité.

En marche vers la résilience ?

Dans la quête d'un terme englobant à la fois l'adaptation au changement climatique, la prévention des catastrophes naturelles, et la réduction de la pauvreté, le mot « résilience » s'avère être un candidat intéressant. Ce mot à la mode constitue un antidote positif à la connotation négative de « vulnérabilité » (terme qui sous-entend la passivité des victimes, et qui a dominé le champ lexical des catastrophes naturelles dans les années 90 et le début des années 2000). Il prend sa source dans le potentiel et les capacités propres à chaque population.

Cependant, comme l'ont révélé les interviews, la résilience reste un concept controversé qui, à défaut d'éclairer, risque de générer encore plus de confusion. Ce terme semble prendre le chemin du « développement durable », de la « gouvernance », et risque de se transformer en coquille vide, tant chacun semble avoir une définition différente. En écologie, la résilience s'avère être descriptive et assez darwiniste (s'adapter ou périr), mais dans les milieux du développement, elle a pris une dimension prescriptive et normative, devenant une qualité souhaitable et nécessaire (cf. Brand et Jax, 2010 pour une typologie sur l'usage du concept). Nos ateliers nous ont permis de faire un constat d'ordre pratique : la résilience n'est pas un terme évident à traduire dans d'autres langues, que ce soit en Indonésie, en Bolivie ou en Éthiopie. De plus, la résilience nécessite toujours un obstacle (être résilient face à quoi?) et un référent (qui est résilient?). La résilience d'un ensemble ne garantit pas la résilience de ses éléments, et vice versa. De plus, il serait faux de considérer que les « éléments » sont étroitement reliés à « l'ensemble ». Nous avons visité certains endroits reculés en Indonésie et en Bolivie qui n'avaient que peu, voire pas du tout, de liens avec l'État officiel, le système de support des ONG ou les marchés. Dans ces cas là, le seul lien reste la radio, et quand elle est cassée, c'est terminé. Face à cette économie de subsistance locale, l'économie officielle n'a pas grande importance. C'est pour cette raison que nous préférons nous concentrer sur l'échelle locale.

En termes purement descriptifs, la résilience est un signe de réalisme : même au sein des États providence, les processus d'adaptation et de réponse aux risques se coordonnent toujours en premier au niveau local (Kirschenbaum, 2004). Et Pourtant, en tant que concept normatif, la résilience est porteuse de connotations conservatrices (rebondir plutôt que de faciliter le changement, l'hypothèse selon laquelle les individus doivent s'adapter eux mêmes plutôt que de chercher à adapter les circonstances aux individus). Alors qu'il est vrai que le « piège du développement » a eu pour conséquence de créer des dépendances et des opportunités chez certains destinataires de l'aide, abandonner les gens à leur propre sort n'est pas nécessairement libérateur pour ceux qui n'ont que très peu de marge de manœuvre face au risque.

Une approche facilitant la « résilience », apportant de l'aide aux individus pour qu'ils s'aident eux mêmes (voir aussi O'Brien, 2008), pourrait davantage faire justice à nos propos, car elle met en avant le rôle que peuvent jouer à la fois les acteurs du secteur privé et ceux du public pour soutenir ces capacités locales.

Conclusion

De solides arguments existent en faveur de l'intégration de la prévention des catastrophes naturelles, de l'adaptation au changement climatique et de la réduction de la pauvreté, il s'agit d'une évolution que l'on attendait depuis longtemps au sein de la très compartimentée communauté de l'aide internationale. Pourtant, même si repousser les limites semble être un objectif attirant, il est très difficile à atteindre. Divers types d'organisations ont des besoins d'intégration, des capacités, et des logiques différentes, et les coûts de transaction pour rompre avec le passé sont considérables. Même si cette idée est raisonnable et attirante, les preuves empiriques d'une intégration réussie sont toujours minces. Un "de-compartimentage" radical implique des coûts de transaction et des difficultés de mise en œuvre. C'est pour cela qu'il serait plus prudent d'explorer les mérites de l'« *integration-light* », au lieu de courir après un « nirvana » global et intégré.



© C. Raillon

Reconstruction des digues pour protéger les villages de l'érosion et de la montée du niveau des mers, Bangladesh, 2010

La résilience est au goût du jour, elle représente un point de vue positif porté sur le potentiel que possède l'humain pour gérer les adversités passées, présentes et futures. Pourtant cette approche ne couvre pas tout ce dont nous avons besoin ; mais puisque nous ne pouvons ignorer sa domination actuelle, nous nous y tiendrons en espérant toujours quelque chose de mieux, et plaiderons pour une approche programmatique et facilitante. Gardons toujours à l'esprit que la résilience est l'objectif et non le moyen - et que l'intégration est le moyen, non l'objectif.

*François Grünwald, Groupe URD
Jeroen Warner, Wageningen University*

*Avec la collaboration de :
Nienke Bilo (Wageningen University),
Jolien van der Steen et Wouter Bokdam
(CARE Nedeland), et Eve Schneider (Groupe URD)*

¹ Cet article va être publié dans la revue *Humanitaires en mouvement*, n° 10, à paraître courant septembre 2012.

² Cette métaphore culinaire a été proposée par l'un des participants durant le workshop RESILIENCE à Bruxelles en Novembre 2011.

La présente publication a été élaborée dans le cadre du projet « Resilience », avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

À propos du projet RESILIENCE :

- **Les organisations partenaires** : CARE Nederland, Wageningen University, Groupe URD.
- **Objectif** : Améliorer la coopération Nord-Sud afin de parfaire l'intégration des programmes et des pratiques de réduction de la pauvreté ; aider de manière plus efficace les populations touchées par la pauvreté et améliorer leur subsistance, tout en renforçant leur résilience au changement climatique et autres catastrophes naturelles causées par l'homme.
- **Études de cas** : Kalimantan - Indonésie, Pando - Bolivie, Borana - Éthiopie.
- **Bénéficiaires** : les communautés concernées par les études de cas, les praticiens de l'aide, les décideurs politiques.
- **Période de mise en œuvre** : Printemps 2010 - Automne 2012.
- **Bailleur** : EuropeAid.

Bibliographie

- Batchelor, C., Smits, S., A.J. James. 2011. *Adaptation of WASH services delivery to climate change and other sources of risk and uncertainty* (Thematic Overview Paper 24) [online] The Hague: IRC International Water and Sanitation Centre (Published July 2011). Available at: <http://www.irc.nl/top24>.
- Biswas, A.K. 2004. *Integrated Water Resources Management: a reassessment*, A Water Forum Contribution, Water International Vol. 29, Issue 2: 248-256.
- Brand, F. S., and K. Jax. 2007. *Focusing the meaning(s) of resilience: resilience as a descriptive concept and a boundary object*, Ecology and Society 12(1): 23.
- Bressers, .J. T. A. and Lulofs, K.R.D. eds. 2010. *Governance and complexity in Water Management. Creating Cooperation through Boundary Spanning Strategies*, Edward Elgar, Cheltenham UK and Northampton, also published at IWA publishers, London and New York.
- Butterworth, J., J. Warner, P. Moriarty, S. Smits, and C. Batchelor. 2010. *Local approaches to Integrated Water Resources Management*. Water Alternatives 3(1): 82-101.
- Fischhendler, I., Heikkila, T.. 2010. *Does integrated water resources management support institutional change? The case of water policy reform in Israel*. Ecology and Society 15(1): 4. [online] URL: <http://www.ecologyandsociety.org/vol15/iss1/art4/>
- Gero, A., Méheux, K. and Dominey-Howes, D. 2011. *Integrating community based disaster risk reduction and climate change adaptation: examples from the Pacific*. Australian Tsunami Research Centre and Natural Hazards Research Laboratory: Sydney: 13 p.
- Green, C. and Penning-Rowsell, E. 1999. *Inherent conflicts at the coast*. Journal of Coastal Conservation 5(2): 153-162.
- Heijmans, E.P.M. 2012. *Risky Encounters. Institutions and interventions in response to recurrent disasters and conflict*. PhD Dissertation. Wageningen; Wageningen University.
- IPCC. 2012. *Managing the risks of extreme events and disasters to advance climate change adaptation. A Special Report of Working Groups I and II of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge University press, Cambridge and New York.
- Kemp, J.W.J. 2004. *Bangladesh in the 1990s: Make or break*. Edinburgh: Lame Duck Press.
- Kooiman, J. 1993. *Modern Governance*. SAGE, London.
- Kirschenbaum, A. 2004. *Generic Sources of Disaster Communities: A Social Network Approach*. International Journal of Sociology and Social Policy 24:94-129.
- Miller. K. 1992. *A Framework Integrated Risk Management* in Journal of International Business Studies 23(2), p.311-331.
- Mintzberg, H. 1983. *Structure in fives Designing Effective Organizations*. Designing Effective Organizations. Prentice Hall, New York.
- Mitchell, B. 1990. *Integrated Water Management. International Experiences and Perspectives*. Belhaven Press, London.
- Mitchell, B. 2007. *Integrated Catchment Management and MSPs: Pulling in the same or different directions?* In: Book on MSP's in Water Management, Ashgate, London: 1-19.
- Molle, F. 2008. *Nirvana concepts, narratives and policy models: insights from the water sector*. Water Alternatives 1(1): 131-156.

O'Brien, K., Berkes, F., Heyward, B. 2009. *Rethinking social contracts in a changing climate*, Ecology and Society 14 (2).

O'Brien, K., S. Eriksen, A. Schjolden, L Nygaard. 2004. *What's in a word? Conflicting interpretations of vulnerability in climate change research*. CICERO working paper, Oslo.

Sabhlok, A. 2008. *Integrated Disaster Management. An arena for interstate cooperation in India*. Man and Environment 3(4): 17.

Van Aalst, M. 2006. *The impacts of climate change on the risk of natural disasters* in: Disasters. Special Issue: climate change and disasters Vol. 30, Issue 1: 5-18.

Warner, J. 2010. *Integration through compartmentalisation? Pitfalls of 'Poldering' in Flood Action Plan 20, Bangladesh*, Nature and Culture 5 (1): 65-83.

Warner, J. 2011. *Integration through compartmentalisation* in: J. Warner (ed.) Flood planning, London: IB Tauris, Chapter 4.

Williams, P. 2002. *The competent boundary spanner*, Public Administration 80(1) 103-124.